

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 21 DECEMBRE 2001

Etaient présents : M. LE MAIRE, MM. MERCIER, JOANDET, Mme BUISSON, MM. PINAUD, SURLEVE-BAZEILLE, Mme LUCBERNET-GARCIA, MM. DUBOST, PEREZ, Mmes TSITSICHVILI, BARRIERE, MM. DRESS, DANE, Mme ALLIN, M. LABARTHE, Mme POUGNET-FORET, MM. BEZIADE, RAYNAUD, Mmes JEAN, FEDOU, OULD-AMEZIANE, M. LACOSTE, Mme HEGOBURU, Melle CERON, M. PARIS, Mmes TEXIER, ALCORTA, RIVES, MM. DENOYELLE, MULLIEZ, BRU.

S'étaient fait excuser et avaient donné délégation :

M. GOURGUES a donné délégation à M. PINAUD

M. FONSECA a donné délégation à M. JOANDET à partir de la délibération n° 3

Mme VIGANO a donné délégation à Mme BUISSON à partir de la délibération n° 20

M. RABEAU a donné délégation à Mme ALCORTA de la délibération n°1 à la délibération n° 18.

Absent : /

Secrétaire de la séance : Mme POUGNET-FORET

IMPUTATION DU MOBILIER ET MATERIEL SUIVANT INSTRUCTION DU 23 OCTOBRE 1992

Certains biens meubles ont été assimilés à des biens immobilisés et ont été affectés à la section d'investissement.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ.

1 - BUDGET PRIMITIF DE L'EXERCICE 2002

Le vote du budget a été adopté de la façon suivante :

– Fonctionnement :

27 VOIX POUR

2 CONTRE

6 ABSTENTIONS

– Investissement :

27 VOIX POUR

2 CONTRE

6 ABSTENTIONS

VOTE DES BUDGETS ANNEXES

– REGIE DES TRANSPORTS :

27 VOIX POUR

2 CONTRE

6 ABSTENTIONS

– REGIE DES POMPES FUNEBRES :

27 VOIX POUR

2 CONTRE

6 ABSTENTIONS

– REGIE DU PORT :

27 VOIX POUR

2 CONTRE

6 ABSTENTIONS

- E.C.M.M. :
29 VOIX POUR
6 ABSTENTIONS

2 - FIXATION DU TAUX DES TROIS TAXES COMMUNALES POUR 2002

Il a été décidé de fixer les trois taxes communales de la façon suivante :

- TAXE D'HABITATION 22,90 %
- FONCIER BÂTI 31,05 %
- FONCIER NON BÂTI 75,64 %

ADOPTÉE A LA MAJORITE 27 VOIX POUR ET 8 ABSTENTIONS.

3 - ATTRIBUTION DES SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS AU TITRE DE L'ANNÉE 2002

Le Conseil a voté l'octroi des subventions aux associations.

ADOPTÉE A LA MAJORITE - 27 VOIX POUR ET 8 ABSTENTIONS

Pour l'attribution de la subvention du CGOS, Monsieur le Maire ne participe pas au vote.

Pour l'attribution de la subvention à L'AMICALE LAIQUE, Monsieur PINAUD ne participe pas au vote.

Pour l'attribution de la subvention à REMUE-MENINGES, Monsieur DUBOST ne participe pas au vote.

Pour l'attribution de la subvention à RESEAU SANTE SOLIDARITE, Monsieur RAYNAUD ne participe pas au vote.

Pour l'attribution de la subvention à SAGE, Monsieur SURLEVE-BAZEILLE ne participe pas au vote.

Pour l'attribution de la subvention à ARCINS ENVIRONNEMENT SERVICE, Mme TSITSICHVILI ne participe pas au vote.

Pour l'attribution de la subvention à PRO.F.I.L. Monsieur le Maire ne participe pas au vote.

Pour l'attribution de la subvention à P.A.I.O. Monsieur DANE ne participe pas au vote.

Pour l'attribution de la subvention à A.D.E.L.E. Monsieur LE MAIRE et Monsieur GOURGUES ne participent pas au vote.

4 - AJUSTEMENT DE L'INVENTAIRE DE L'ORDONNATEUR ET L'ÉTAT DE L'ACTIF DU COMPTABLE PUBLIC

Cette opération vise à ajuster l'inventaire du patrimoine mobilier et immobilier avec l'actif du Receveur.

ADOPTÉE A L'UNANIMITE

5 - DÉCISION MODIFICATIVE DU BUDGET 2001 DE LA VILLE

En cette période de l'exercice, certains ajustements ont été proposés au Conseil.

ADOPTÉE A L'UNANIMITE

6 - DÉCISION MODIFICATIVE DU BUDGET DU PORT

Certains ajustements ont également été proposés au Conseil.

ADOPTÉE A L'UNANIMITE

7 - CRÉATION D'UN BUDGET ANNEXE POUR L'AMÉNAGEMENT DU PÔLE CULTUREL ET MULTIMÉDIA SUR LES ANCIENS TERRAINS MILITAIRES

L'instruction comptable M14 précise que toutes les opérations d'aménagement de terrains assujetties à la T.V.A. donnent lieu à l'ouverture d'un budget annexe. Le projet de l'E.C.M.M. qui consiste en l'acquisition et l'aménagement de terrains en vue de leur revente répond bien à ces critères et a dû faire l'objet d'un budget annexe.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

8 - MODIFICATION DU TABLEAU DES EMPLOIS PERMANENTS (1)

Afin de répondre aux besoins du service public, il a été proposé de créer :

- 2 emplois d'agent administratif
- 2 emplois d'éducateur de jeunes enfants
- 1 emploi d'attaché principal 1ère classe.

ADOPTÉE A LA MAJORITÉ - 33 VOIX POUR ET 2 VOIX CONTRE.

9 - MODIFICATION DU TABLEAU DES EMPLOIS PERMANENTS (2)

Les postes devenus vacants après des départs à la retraite, des mises en disponibilité, des nominations après concours ou à l'ancienneté ont dû être supprimés.

ADOPTÉE A LA MAJORITÉ - 27 VOIX POUR ET 8 VOIX CONTRE.

10 - RENOUELEMENT D'UN CONTRAT EMPLOI CONSOLIDÉ

Créé par délibération du Conseil Municipal du 17 décembre 1998 et renouvelé à deux reprises, il a été proposé de reconduire ce poste d'agent de maintenance et d'entretien des équipements, de gestion et d'animation des activités nautiques s'inscrivant dans le développement des activités mises en place sur la Plaine des Sports et celles prévues dans le cadre du projet de base nautique sur la Garonne.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ.

11 - AMÉNAGEMENT ET RÉDUCTION DU TEMPS DE TRAVAIL

Il a été délibéré sur la durée du temps de travail, conformément à la loi du 3 janvier 2001. Les villes ayant instauré avant le 4 janvier 2001 des régimes de travail plus favorables que celui prévu par les textes, peuvent le maintenir sous réserve de l'avis du Comité Technique Paritaire et d'une délibération du Conseil Municipal.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ.

12 - UTILISATION DES VÉHICULES DE SERVICE PAR LES AGENTS DE LA VILLE DE BEGLES

Lors de son dernier contrôle, la Chambre Régionale des Comptes a suggéré une amélioration du système d'utilisation des véhicules de service. Une délibération fixant les conditions d'emplois desdits véhicules a été adoptée.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ.

13 - DÉSIGNATION D'UN CONSEILLER MUNICIPAL EN CHARGE DES QUESTIONS DE DÉFENSE

Le professionnalisation des armées et la suspension de la conscription ont amené le Gouvernement à entreprendre une série d'actions destinées à renforcer le lien entre la société française et sa défense. Ces actions doivent s'appuyer sur une dimension locale forte. C'est pourquoi, il a été

décidé que soit instauré au sein de chaque Conseil Municipal une fonction nouvelle de conseiller municipal en charge des questions de défense.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ.

14 - DÉLÉGATION GÉNÉRALE À MONSIEUR LE MAIRE (3ÈME LECTURE)

Il a été nécessaire de prendre cette délibération suite au sinistre de l'école Gambetta. En effet, il convient de préciser l'article 17 concernant les remboursements d'assurance.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ.

15 - REVERSEMENT DE SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS DANS LE CADRE DU CONTRAT ÉDUCATIF LOCAL 2001

Au titre de l'année 2001, le Ministère de la Jeunesse et des Sports a octroyé une subvention spécifique de 100.000 F dans le cadre du Contrat Educatif Local constituant un soutien à un certain nombre d'actions figurant dans ce dispositif global. Il a été procédé au reversement de subvention aux associations partenaires de la Ville, conformément à la répartition proposée par le Comité de Pilotage des Contrats Educatifs Locaux.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ.

16 - REVERSEMENT D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION REMUE-MÉNINGES

La Ville développe, en collaboration avec cette association, des actions d'accompagnement scolaire au sein des écoles primaires Joliot-Curie et Marcel Sembat. La Ville est soutenue dans cette initiative par la C.A.F. et le F.A.S qui lui versent une subvention. Il a été reversé à l'Association Remue-Méninges une subvention de 25.760 F.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ.

17 - SUBVENTION AUX ASSOCIATIONS PARTENAIRES DE LA POLITIQUE MUNICIPALE DE L'ENFANCE

Il a été décidé soutenir les associations sportives, culturelles et de loisirs, partenaires de la politique municipale de l'Enfance et une subvention leur sera allouée en fonction de leur implication dans ce dispositif.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ.

18 - CRÉATION DE L'OBSERVATOIRE DE LA VIE SPORTIVE

Le Conseil Municipal a approuvé la composition de l'Observatoire de la Vie Sportive.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ.

19 - CHOIX DU CANDIDAT DANS LE CADRE DE LA DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC POUR LA GESTION ET L'EXPLOITATION DU CINÉMA « LE FESTIVAL »

Suite à l'appel à candidature du 15 juin 2001, la Société ARTEC a été retenue pour assurer, pendant 3 ans, la gestion et l'exploitation du cinéma « LE FESTIVAL ».

ADOPTÉE A LA MAJORITE - 33 VOIX POUR ET 2 NE PARTICIPENT PAS

20 - DÉSIGNATION D'UNE COMMISSION D'APPEL D'OFFRES ET ÉLECTIONS DES MEMBRES

Le décret n° 2001-210 du 7 mars 2001 concernant l'instruction pour l'application du Code des Marchés Publics a été modifié et mis en vigueur depuis le 9 septembre 2001. Les membres de la Commission d'Appel

d'Offres ont été élus conformément à l'article 22 du Code des Marchés Publics.

ADOPTÉE A LA MAJORITE - 33 VOIX POUR ET 2 NE PARTICIPENT PAS

La liste Bègles Ensemble ayant obtenu 4 sièges et la liste Alternative Citoyenne 1 siège.

21 - DEMANDE DE SUBVENTIONS AUPRÈS DE L'ETAT, DE L'A.N.A.H., DE L'A.D.E.M.E., DU DÉPARTEMENT ET DE LA RÉGION POUR L'ÉTUDE DE FAISABILITÉ PRÉALABLE À UNE OPÉRATION PROGRAMMÉE D'AMÉLIORATION THERMIQUE DES BÂTIMENTS (O.P.A.T.B.)

Le Conseil a approuvé la réalisation de cette étude et a sollicité auprès des différents partenaires l'attribution de subventions.

ADOPTÉE A L'UNANIMITE.

22 - ENQUÊTE PUBLIQUE RELATIVE À L'AMÉNAGEMENT DES RUISSEAUX LE LUGAN ET SON AFFLUENT LE TIROUFLET

La C.U.B. envisage de réaliser des travaux de recalibrage, nettoyage et déviation de ces ruisseaux, ainsi que des acquisitions permettant d'établir une piste d'entretien. La commune de Bègles est dépositaire d'un registre d'enquête, car le dossier a des incidences sur son territoire. Le Conseil a émis un avis sur ce dossier.

ADOPTÉE A LA MAJORITE - 33 VOIX POUR ET 2 NE PARTICIPENT PAS

23 - CONVENTION ENTRE LA VILLE ET LA S.A.E.M.C.I.B. POUR LA GESTION DE L'IMMEUBLE SIS 86/88 RUE MARCEL SEMBAT – DÉCISION DE PRINCIPE SUR LA VENTE

La gestion de cet ensemble immobilier a été confiée à la S.A.E.M.C.I.B. pour une période de 15 ans qui vient à expiration au 31 décembre 2001. Une réflexion a été engagée sur le devenir de cet immeuble et a abouti à la proposition de le céder prochainement à cet organisme. Un accord de principe à ce projet a été donné.

ADOPTÉE A L'UNANIMITE

24 - TARIFICATION DES EMPLACEMENTS DU PORT DE PLAISANCE DE BEGLES « PORT GARONNE »

La nouvelle tarification en euros des emplacements du Port a été approuvée.

ADOPTÉE A L'UNANIMITE

25 - AVENANT N°1 AU CONTRAT ENFANCE DU 22 DÉCEMBRE 2000

La Ville entend poursuivre son objectif d'amélioration quantitative et qualitative des différentes formules d'accueil des enfants âgés de moins de 6 ans. Aussi, il a été proposé de passer un avenant au 3ème Contrat Enfance.

ADOPTÉE A L'UNANIMITE

26 - MODIFICATION DE LA DÉLIBÉRATION DU 29 JUIN 2000 PORTANT SUR LE CALCUL DU TARIF DE LA CRÈCHE MUNICIPALE

La nouvelle crèche devant fonctionner en janvier 2002, les tarifs en euros de cette structure ont été fixés.

ADOPTÉE A L'UNANIMITE

27 - TARIFS DES REPAS SERVIS DANS LES RESTAURANTS-CLUBS

La nouvelle tarification en euros des repas des usagers dans les restaurants-clubs qui entrera en vigueur le 1er janvier 2002 a été adoptée.

ADOPTÉE A LA MAJORITE - 29 VOIX POUR ET 6 CONTRE

28 - TARIFS DE LA MAISON MUNICIPALE DE LA MUSIQUE – PASSAGE À L'EURO

Les tarifs des inscriptions et des cotisations de la Maison Municipale de la Musique pour l'année scolaire 2001/2002 ont été fixés en euros.

ADOPTÉE A L'UNANIMITE

29 - CONVERSION EN EUROS DES TARIFS DE LA BIBLIOTHÈQUE

En raison du passage à l'euro, il a été fixé les tarifs pour les usagers de la bibliothèque.

ADOPTÉE A L'UNANIMITE

30 - MODIFICATION DU TARIF DE DROIT DE LICENCE SUR LES DÉBITS DE BOISSONS

Le tarif en euros applicable aux droits de licence versés par les débitants de boissons a été fixé à compter du 1er janvier 2002.

ADOPTÉE A L'UNANIMITE

31 - MODIFICATION DU TARIF APPLICABLE AUX DROITS DE PLACE DE LA STATION DE TAXIS

Il a été fixé le tarif en euros applicable aux droits de place versés par les chauffeurs de taxis pour l'année 2002.

ADOPTÉE A L'UNANIMITE

32 - MODIFICATION DU TARIF APPLICABLE AUX DROITS DE PLACE SUR LES MARCHÉS FORAINS

Il a été fixé les tarifs en euros applicables aux droits versés par les marchands forains à compter du 1er janvier 2002.

ADOPTÉE A L'UNANIMITE

33 - MODIFICATION DES TARIFS DES OPÉRATIONS FUNÉRAIRES

Il a été fixé les tarifs en euros des opérations funéraires à compter du 1er janvier 2002.

ADOPTÉE A L'UNANIMITE

34 - MODIFICATION DES TARIFS DES CONCESSIONS FUNÉRAIRES

Il a été fixé, à compter du 1er janvier 2002, les tarifs en euros applicables aux concessions temporaires et perpétuelles dans le cimetière communal, au Columbarium et à la location du dépositoire.

ADOPTÉE A L'UNANIMITE